L'Abeille de La Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 4 JANVIER 1879. 52me Année

DUFOUR & LIMET, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI 4 JANVIER 1879.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par C. Tabeau, aux Nos. 93 et 95 rue des Magasins,—stock de quincaille.

LE BUDGET
Des Dépenses Municipales.

Nous avons parlé du budget des recettes de la ville et nous avons dit que la nouvelle administration avait sagement estimé un budget d'après les recouvrements faits dans l'année précédente et non d'après ce qui avait été supputé comme devant être recouvré pour cette même année. Les recettes du Trésor municipal ne sont jamais certaines; elles le sont encore moins dans un temps de baisse générale où les valeurs de tout genre disparaissent de jour en jour sans qu'on puisse prévoir le moment où une prospérité passagère leur rendra une partie de ce qu'elles ont perdu. Nous avons eu bien des déceptions depuis dix ans et rien n'annonce que nous soyons arrivés à la dernière. Qui sait combien nous devons en éprouver encore et de quels chiffres nous devrons réduire ce qui composait autrefois la richesse publique? Nous pouvons nous consoler du reste en pensant que toutes les villes des Etats-Unis sont à peu près dans la même situation financière que la nôtre, car il est de fait qu'il n'y en a pas une dont les revenus ne baissent graduellement chaque année. On est d'accord pour dire que les gouvernements qui les régissent sont la cause de cette décadence incessante; si l'opinion est fondée, l'espoir dans l'avenir ne serait plus qu'une illusion, car les mauvais gouvernements en ce pays sont les plus durables.

Toutefois, nous devons reconnaître que notre administration de ville paraît animée d'un esprit sérieux d'économie, et bien qu'elle soit encore très novice, elle a déjà montré une prudence dont nous devons lui savoir gré. Nous en voyons une preuve dans le délai qu'elle a fait subir à la publication de son budget des dépenses. C'est le dernier jour du mois de décembre que ce fameux budget a été voté. Elle aurait pu le voter facilement quinze jours plus tôt, si elle n'avait jugé à propos d'attendre un arrêt de la Cour Suprême concernant une partie de la dette. Il est évident que si cet arrêt eut été favorable aux détenteurs de cette partie de dette, l'administration eut contrait son budget différemment, et il en fut résulté pour la ville un bénéfice considérable, car une transaction alors fut devenue chose forcée, et toute transaction eut diminué de plus de $100,000 la somme à payer annuellement pour le service de la dette. Il en eut été ainsi chaque année avec une économie plus forte, vu la progression du système appliqué à l'amortissement de cette dette. Le soulagement eut donc été immense, et la masse de la population y comptait avec une confiance d'autant plus grande qu'elle avait réellement le droit d'y compter en raison de ses longues souffrances.

Nous ignorons si la Cour Suprême de la Louisiane, en refusant le mandamus sollicité, a cru rendre service aux contribuables épuisés de la Ville-Orléans, mais si cette considération a été de quelque influence dans sa décision, la Cour Suprême s'est trompée, elle n'a fait que river l'esclavage de la propriété en défendant les dettes d'origine radicale contre une loi démocratique, libératrice et tutélaire. Cette loi, la meilleure, la plus sociale, la plus conservatrice, la plus constitutionnelle qu'on ait jamais faite en Louisiane a été méconnue dans sa clause la plus importante, et nous sommes retombés sous le joug d'une loi de Lotorie qui, en faisant banqueroute aux autres les plus respectables, nous impose la nécessité de subir le poids d'émissions que n'estimaient pas même ceux qui les avaient votées.

En présence d'un arrêt semblable, que pouvait faire le Conseil de ville? Il ne pouvait s'ériger en cour de justice et déclarer que cet arrêt serait regardé comme nul et non avenu; il ne pouvait déclarer qu'il n'en tiendrait pas compte en suppléant son autorité à celle suprême du pouvoir judiciaire qui en dernier ressort. Il s'est incliné au contraire comme on s'est incliné déjà devant les décisions judiciaires qui ont donné raison à Mme Gaines contre des propriétaires innocents et certainement de bonne foi, car si jamais il y a eu des possesseurs de bonne foi, ce sont les victimes de Mme Gaines.

Mais s'il est bon de se soumettre, autre chose est de payer. Pour payer, il faut pouvoir le faire et où le Conseil de ville trouvera-t-il une somme de $860,000 pour servir l'intérêt des bons à prime? Et quand, dans deux ans, l'assessement aura haussé de 20 ou 30 millions, où trouvera-t-il $700,000, ou à peu près, pour faire face aux nécessités de la loterie municipale protégée par la Cour Suprême de la Louisiane?

Il est vrai que le Conseil municipal trouvera dans l'arrêt de cette même cour, sinon de l'argent, du moins des moyens de défense quand il ne pourra plus payer l'amortissement et les primes de la loterie. M. Patton alors ou son successeur, sera assigné aussi devant les cours pour répondre à un mandamus de même nature que celui que la Banque du Sud avait demandé elle-même contre M. Pilsbury, et M. Patton ou son successeur, répondra: la loi de 1870 a aboli les mandamus contre la ville; la Cour Suprême, dans une affaire, qui avait plus de droit et de respectabilité que le vôtre, a soutenu la loi de 1870 et a refusé le mandamus sollicité. Par conséquent, il faut vous en passer aussi. Adressez-vous, si vous pouvez, à la Cour Suprême des Etats-Unis; en attendant, nous ne payerons rien.

C'est dans ces vues, très probablement, que le Conseil de ville a fait figurer encore une fois, dans son budget de dépenses, la dette des bons à prime, car il nous paraît difficile que le conseil de ville, chargé d'un intérêt beaucoup plus fort que celui de l'année dernière, au service duquel M. Pilsbury peut attribuer sa chûte, paye aussi bien que son prédécesseur. En effet, s'il sacrifie le plus clair de son avoir au payement de cet intérêt, les divers départements administratifs en souffriront, et les employés de la ville de toutes les classes, depuis le premier jusqu'au dernier, ne toucheront pas leur salaire. Que deviendront dans ce cas les travaux publics? Seront-ils abandonnés tout à fait? Nous voudrions bien connaître à ce sujet l'opinion de M. Hozeman. Ou a-t-il songé à son département $300,000 et certain! ce n'est pas trop. Et bien, où prendra-t-on ces $300,000 s'il faut en donner 600,000 aux bons à prime, s'il faut soutenir le budget des écoles publiques et celui de la police. Il est impossible d'avoir une police recommandable à moins de $300,000. Retirez-en-t-il à cette nouvelle dépense du budget le meilleur de ses officiers.

Quand à la vente des chemins de fer, il ne faut pas compter un instant sur ce qu'elle pourra rapporter, car dès qu'elle aura lieu, les ordonnances de la ville qui ont obtenu des jugements contre elle, et il y en a beaucoup, feront saisir les produits de ces ventes et les prendront en déduction de leurs titres. Cette réponse sera-t-elle suffisante?

Il n'est pas à supposer que le Conseil actuel, après les jactances de foi qu'il a faites aux contribuables et aux employés de la ville, se décide à favoriser les détenteurs de bons à prime au détriment du peuple payeur et travailleur. Il répondra alors fermement comme le Bureau de liquidation a répondu aux porteurs de bons d'Etat: Il n'y a pas d'argent. Attendez.—Rappelons-nous, du reste, que le maire Patton l'a dit d'avance dans son message: la ville ne peut donner ce qu'elle n'a pas. Nous nous préoccuperons en premier lieu du service public et quand il sera assuré, nous donnerons le reste aux ordonnées.

Nous marchons rapidement vers ce dénouement. Il arrivera certainement ou cette année ou l'autre. On ne peut y échapper, et telle sera la conséquence finale du refus par la Cour Suprême d'accorder le mandamus sollicité par les porteurs de bons consolidés. S'il eut été accordé, il y aurait eu un compromis forcé, par lequel l'intérêt de la dette eut été limité au-dessous de $500,000 sans jamais dépasser ce chiffre. Cela n'eut-il pas mieux vaut que des procès sans fin, une misère sans borne, et au bout de tout cela..... une banqueroute?

MORT DE CALEB CUSHING.

Caleb Cushing, dont le télégraphe annonce la mort et qui était né en janvier 1800 à Salisbury, Massachusetts, a été certainement un des hommes les plus remarquables de ce siècle aux Etats-Unis par ses vastes facultés intellectuelles. C'était un écrivain, un linguiste et un juriste des plus distingués. Sa carrière politique commencée en 1825 a duré plus de 50 ans. Successivement membre des Chambres législatives de son Etat et du Congrès, il négocia comme commissaire, en 1843, le premier traité qui ait été conclu entre les Etats-Unis et la Chine.

Après avoir soutenu le parti whig, il était devenu démocrate. En 1843, le Sénat refusa de confirmer sa nomination comme secrétaire du Trésor, sous Tyler. En 1852, M. Cushing était juge de la Cour Suprême de son Etat, fonctions qu'il quitta pour remplir celles d'avocat-général des Etats-Unis, sous le président Pierce, de 1853 à 1857. En avril 1860, il présidait la convention de Charleston qui se divisa en deux et il alla ensuite présider à Baltimore la fraction qui choisit Breckenridge pour son candidat. Il fut envoyé en mission au Sud au début de la sécession mais sa mission échoua.

En 1866, M. Cushing fut membre de la commission de trois juristes chargée de réviser les lois des Etats-Unis, et en 1872 il fut un des conseillers des Etats-Unis à la conférence de Genève, sur laquelle il publia un volume "Le traité de Washington." Son dernier poste officiel a été celui de ministre en Espagne; nommé en décembre 1873, il était chargé de régler l'affaire du Virginius, ce qu'il fit. En 1874, il fut nommé par Grant président de la Cour Suprême des Etats-Unis, mais le Sénat refusa de confirmer cette nomination.

M. Cushing doit laisser une grand fortune, car il avait la réputation de faire payer très cher ses services, et nous regrettons d'ajouter qu'il ne passait pas pour très scrupuleux, ce qui, malgré son immense talent, l'avait rendu peu populaire et peu sympathique.

MORT DE M. JOSEPH GIROD.

Nous avons à enregistrer la mort d'un vieillard respectable entre tous qui s'est éteint hier à l'âge avancé de 83 ans et demi, emportant les regrets et l'estime de tous ceux qui l'ont connu. M. Joseph Girod était né à Thônes, Savoie, le 28 juin 1795. Il était venu à la Nouvelle Orléans le 20 avril 1816; il était le neveu de Nicolas Girod qui a été l'un des maires les plus recommandables de la Nouvelle Orléans. Après avoir suivi honorablement la carrière commerciale, M. Joseph Girod avait été planteur dans la paroisse St-Charles, et ayant amassé une assez belle fortune, il était revenu à la Nouvelle Orléans, après avoir épousé une demoiselle Perret de St-Charles.

Monsieur Joseph Girod, après la mort de M. Olivier Blineau, avait été, en 1863, du président de la Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans. Il avait rempli avec zèle et dévouement ces fonctions jusqu'en 1875, mais ayant dû à cause de son âge, donner sa démission, il avait été nommé président-honoraire à vie, ce qui atteste la haute estime que ses services et son caractère lui avaient acquise.

Depuis deux ou trois ans, M. Girod avait été, comme tant d'autres, affligé par des revers de fortune et sa santé avait visiblement décliné; mais jusque-là, il avait eu une verte vieillesse et avait conservé sa vivacité d'esprit et toute l'aménité de son caractère.

M. Girod était beau-frère de l'ancien maire Ed. Pilsbury.

L'enterrement du défunt aura lieu aujourd'hui à trois heures et demie. Le convoi partira de sa dernière demeure rue du Maine No 72. Les membres de la Société française de bienfaisance et d'assistance mutuelle se feront certainement un devoir de suivre à leur dernière demeure les restes de leur ancien et regretté président.

LEÇONS DE MUSIQUE.

Nous croyons devoir signaler à nos lecteurs et à nos lectrices l'annonce de M. Ad. Le Mercier du Quesnay, un des professeurs de musique les plus distingués de notre ville. M. du Quesnay a fait de très fortes études musicales à Paris, sous plusieurs grandes illustrations artistiques, parmi lesquelles nous citerons pour la composition musicale. M. Prosper Malédon qui a compté au nombre de ses élèves Camille Saint-Saëns, Gottschalk, Pascal, Douay, Marcaillhou, Mme Tardieu de Malleville, etc, etc., et pour le piano, Marmontel, le célèbre professeur du Conservatoire. Valentin Alkan, et Amédée Méreux, Quant au chant, M. du Quesnay enseigne d'après la méthode de Duprez et de Mme Cinti-Damoreau.

Plusieurs des élèves avancés de M. du Quesnay ont déjà brillé dans les concerts de notre ville.

BRASSERIE A VAPEUR DE LA RUE MARAIS.—Tout le monde connaît la brasserie à vapeur de M. H. F. Starcken, située rue Marais, entre Conti et St. Louis. La bière qu'on y fait est non seulement excellente au goût, mais parfaitement saine, le propriétaire ne gardant bien d'y ajouter, comme le font tant d'autres, de ces ingrédients chimiques qui ne relèvent la saveur au détriment de la santé des consommateurs. On peut boire la bière de M. Starcken en toute sureté. Il n'entre dans sa composition que les substances végétales avec lesquelles se font, tant en Europe qu'en Amérique les bières, de première catégorie et de qualité supérieure. Aussi sommes nous heureux de pouvoir recommander aux propriétaires de cafés, d'hôtels et de restaurants, ainsi qu'aux consommateurs en général.

Il faut que la moitié de notre stock de chemises soit vendue dans trente jours. C'est notre position et nous la maintiendrons. Venez donc profiter de nos prix réduits. Magasin de Nouveautés Magasin Rouge, coin des rues Royale et Dumaine.

Il faut que la moitié de notre stock de chemises soit vendue dans trente jours. C'est notre position et nous la maintiendrons. Venez donc profiter de nos prix réduits. Magasin de Nouveautés Magasin Rouge, coin des rues Royale et Dumaine.

LE PRÉTENDU CAS DE FIÈVRE JAUNE DE L'EMILY SOUDER.

Dans le témoignage de M. Hernandez, agent de la ligne des steamers de la Havane, entendu jeudi par la commission congressionnelle, nous relevons ce qui suit à propos de la mort de Clark, du comptable de l'Emily B. Souder.

La première communication que j'ai eu avec les officiers du Souder, eut lieu à mon bureau. Le capitaine Foote entra et m'informa que Clark était débarqué, malade dans un cab. Le lendemain j'appris que Clark n'avait pas de fièvre et qu'il était bien. Le second jour après l'arrivée, le capitaine me dit qu'il avait soupé avec Clark, dans la chambre de celui-ci, qui est mort la même nuit.

Clark était sur le pont du steamer lors de l'examen à la quarantaine, et le rapport a été que tout le monde était bien portant. Je suis sûr que Clark ne pouvait pas être mort de la fièvre jaune. Les membres du bureau de santé n'ont rien eu de son cas que sept ou huit jours après sa mort.

Mme Elizabeth Marshall chez qui Clark est mort rue Claiborne, entre Bienville et Conti, le 25 mai, dit qu'il est venu malade lundi matin 23, qu'il n'était pas alité mais se lavait et se couchait et se plaignait de névralgie, que le docteur Drew lui a mis un emplâtre et lui a ordonné du champagne —ce que Clark après avoir dormi a dit avoir fait et s'arrangé de la Tricaude de poulet. Elle ne croyait pas qu'il avait la fièvre jaune. Son corps est devenu jaune après sa mort. Clark est mort dans des convulsions.

On sait que c'est à ce prétendu cas de fièvre jaune de Clark, en date du 25 mai que l'on prétend rattacher les cas qui ont éclaté à partir du 21 juillet à des étalements de deux ou plusieurs lieue de l'endroit où Clark est mort.

Nous avons reproduit la principale partie de la déclaration du docteur Choppin devant la commission de Richmond et nous l'avons discutée. Celle qu'il vient de faire devant la commission congressionnelle est à peu près la même chose et nous croyons inutile d'y revenir.

Les balances de Fairbank en Russie.

[Extrait du journal le Gaine du 7 novembre.]

Nous avons appris de Moscow que la commission de la "Cathédrale du Sauveur" désirait avoir une cloche monstre du poids d'au moins 1,800 poods, (64 mille 800 livres) et qu'elle avait ordonné cette cloche à l'usine de M. Finlandski. En présence des membres de la commission 2,000 poods du métal nécessaire furent pesés pour la cloche. En septembre la cloche fut prête. Pour poser cette cloche la commission invita le représentant de la fabrique de balances américaines de Fairbanks & Co. Mais quelle ne fut pas la surprise quand au lieu de 1,800 poods, 1,654 poods et demi, seulement (59,562 livres) furent trouvés dans la cloche. M. Finlandski, pour sa défense, exprima des doutes sur la justesse de la balance de Fairbank. Par suite de ces doutes la balance de Fairbank fut mise à l'épreuve 19 fois, le 7 et le 8 octobre, en présence de deux experts appelés par M. Finlandski et d'une foule de spectateurs, et après chaque épreuve, le monde présent fut convaincu de la justesse absolue de la balance et que 145 poods et demi ou 5,238 livres manquent à la cloche.

La Cathédrale du Sauveur coutera plus de 10 millions de piastres et la cloche dont nous parlons est la seconde du monde pour le volume. La valeur du métal dont elle est composée est d'environ $2,500.

THEATRE DES VARIÉTÉS.—La représentation d'hier soir, au bénéfice de madame Marie Wilkins, a valu aux interprètes de la pièce de Sardou, *Mère et Fils*, un nouveau succès. La bénéficiaire a été très applaudie dans son rôle de Mme Cotteret. Aujourd'hui en matinée, on donnera la même pièce pour les adieux de la compagnie.

Demain, dimanche, la célèbre tragédienne Mme Janauschek fera sa première apparition dans un rôle créé par elle à Londres.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Grande et magnifique soirée hier à l'Académie de Musique, beaucoup de monde et mondes choisi, et grand succès pour la direction, les acteurs et tout le personnel, au milieu duquel brille Lotta comme une étoile d'un éclat incomparable. Cette étoile brillera encore aujourd'hui en matinée et en soirée. Ne l'oublier pas, Lotta jouera Musette à la matinée d'aujourd'hui samedi!!

THÉATRE ST-CHARLES.—Le vieux Drury va bien aussi et le monde accourt aux spectacles qu'il donne. Aujourd'hui, matinée avec Boniface, Grave, Schoolcraft et Coes, et ce soir la fameuse pièce d'un "Allemand à l'Etranger" avec la troupe du Théâtre du Park de New-York. Succès assuré!

L'ACCROISSEMENT DE L'ARMÉE BELGE.

—La lettre suivante donne quelques explications intéressantes au sujet du projet d'augmentation de l'armée belge.

Monsieur le Directeur,

Je prends la liberté de solliciter l'hospitalité de la présente lettre dans les colonnes de votre honorable organe, à l'effet de donner quelques éclaircissements concernant l'augmentation considérable de contingent de l'armée belge, augmentation qui m'a paru être envisagée par l'*Abeille* comme une mesure inconsidérée, en vue de quelque éventualité politique à redouter.

Etant citoyen belge, absent à peine depuis 3 mois de ma patrie, je me crois suffisamment renseigné sur les affaires intérieures du pays pour tranquilliser ceux de mes compatriotes qui pourraient hésiter à la Nouvelle-Orléans et leur faire comprendre que l'augmentation en question n'offre aucun caractère alarmant: le projet d'augmenter l'effectif de l'armée et d'améliorer celle-ci est depuis 1871 le sujet de réunions de commissions militaires et d'une discussion incessante dans les séances de la Chambre des représentants.

Depuis les évènements de 1870 dont nous avons été les spectateurs sérieux, tout le corps d'officiers, le roi en tête, n'ont cessé de protester hautement contre l'effectif trop faible de l'armée, contre l'indiscipline de la garde civique, contre les fortifications incomplètes de la rive gauche de l'Escaut et enfin—chose intolérable dans un pays si avide de progrès sous le rapport militaire—contre la loi défectueuse du recrutement qui permet au riche de se faire remplacer par le pauvre, moyennant une somme d'argent, pour défendre le sol natal.

C'est depuis la guerre franco-allemande que la loi a vu l'insuffisance et la défectuosité de son armée qui n'était pas assez nombreuse pour faire éventail autour du territoire menacé d'une invasion et le remplacant exerçait sur le moral de l'armée une pernicieuse influence.

Voilà donc, ce qui a motivé ce projet de loi qui, est dû au changement ministère (le ministère libéral) du 12 mai dernier et surtout à l'initiative de notre auguste souverain dont vous savez si bien faire l'éloge dans votre feuille, Monsieur le Directeur, quand il vous arrive de parler du roi des Belges ou de Belgique notre père. Je nous n'en petit groupe de Belges, dont je suis l'intermédiaire, je vous remercie de tout cœur des bons sentiments dont vous avez sembles animé envers le roi et le peuple belges.

Agréez, Monsieur le Directeur, mes salutations très distinguées.

POLYDORE DERMUL.

Nouvelle-Orléans, 2 janvier 1879.

—Le *Progrès de Lisieux*, organe des républicains français à Genève vient d'être acheté par M. Henri Rochefort.

Nouvelle Orléans 3 janvier 1879.

A quiconque les détenteurs de l'ANGELUS,

Messieurs:

Le nom du député gambier qui a signé la vente de l'arrêt de la Cour Suprême, dont la transcription a passé vous connaît, est [illegible]

Si ce nom a été connu [illegible] bis. Je n'ai publié qu'une traduction, parce que l'anglais étant la [illegible] officielle, je n'ai pu obtenir une [illegible] de l'arrêt en langue française. Je [illegible] depuis attendu en anglais à [illegible] de qui vendra le vote en français à l'ASSEMBLÉE. Mes respects aux [illegible]

4 janv.— J. AUDÉ.

COMMISSION DE LA FIÈVRE JAUNE.

A la séance d'hier, le capitaine Silas Weeks, agent des propriétaires du "Mississippi" qui fait des voyages entre la Nlle-Orléans et Liverpool, et partie à la Havane, &c., a parlé des cas de fièvre jaune qui ont éclaté à bord du steamer "Ste. Louis" arrivé dans le port le 2 juin; d'un cas à bord du steamer "St. Louis" arrivé ici dans les derniers jours de juin. Le malade est mort, le lendemain de l'arrivée du steamer, c'est-à-dire le 22 juin; le capitaine déclare que c'était un cas de fièvre jaune. Le passager venait de la Havane.

M. Eberson, l'apothicaire du [illegible] dont les fonctions se rattachent [illegible] taux et aux steamers du fleuve, a [illegible] de découvrir la maladie de M. Clark, comptable de "l'Emily Souder." Son témoignage n'a rien établi de nouveau.

Le Dr Garrigues, médecin de la [illegible] tion de quarantaine du Mississippi, a exprimé l'opinion que pour empêcher l'importation de la fièvre jaune, il faudrait que le système d'inspection fût meilleur, et que les navires fassent rester plus longtemps à la quarantaine. Le danger serait moins grand si les passagers, &c., ne venaient pas jusqu'en ville. Le docteur a dit: "Il serait qu'une quarantaine qui rendrait impossible toute communication avec les ports infectés et à l'exception de laquelle le gouvernement fédéral veillerait, serait le plus sûr moyen d'empêcher l'importation de la fièvre jaune.

Le Dr Loeber, qui était le médecin d'Elliott, a déclaré que les symptômes étaient clairement ceux de la fièvre congestive. Il ne croit nullement qu'Elliott soit mort de la fièvre jaune. Il ne croit pas que la dernière épidémie soit due à l'importation. Il est d'opinion que la fièvre est indigène et ne pense pas que la quarantaine pourrait en prévenir la propagation. En 1841 [illegible] une quarantaine équivalant à une [illegible] complète de toute communication pouvait être établie — et je ne crois pas qu'elle puisse l'être — elle pourrait le meilleur moyen de décider si la fièvre jaune est ou n'est pas importée de certaines localités. Le docteur est d'avis que la fièvre qui régnait dans les villes intérieures venait de la Nouvelle-Orléans, que les fièvres sont indigènes à Mobile et à Galveston, mais non dans des villes telles que Vicksburg et Memphis. Il a vu, à l'époque de la maladie d'Elliott, plusieurs cas de fièvre congestive, dans les quartiers situés derrière la ville; ces cas étaient semblables à celui d'Elliott. Le Dr Crawcour a eu un cas semblable—un cas de fièvre congestive. Le malade venait de Lafourche. La fièvre jaune sévira à la Nlle Orléans tant que l'état sanitaire de la ville sera aussi déplorable, tant que le système de [illegible] sera aussi défectueux. En se servant [illegible] thermomètre, il est difficile de ne pas distinguer la fièvre jaune d'une autre fièvre. Le docteur est d'opinion que la fièvre jaune est contagieuse. Les conditions les plus favorables pour le développement des germes sont une longue chaleur et une longue humidité, c'est-à-dire un climat qui se rapproche le plus à celui des pays tropicaux. La preuve la plus véritable cas de fièvre jaune s'est déclaré, d'après le docteur, le 7 juillet. Le malade était traité par le Dr Axia.

Beaux meubles de chambre à coucher, bibliothèques, tables à ouvrage, berceuses brévetées, au Palais de l'Aigle d'Or, coin Remparts et Pauldido.

Le Magasin Rouge, coin des rues Royale et Dumaine, est le seul endroit où l'on trouvera de belles chemises de qualités exceptionnelles à [illegible] prix très réduits.

53.—Nombre de gens sont les martyrs de mal de tête, cet infâme symptôme de l'estomac, du foie et des voyons en désordre. Beaucoup éprouvent ces maux deux ou trois fois la semaine. Ils pourraient s'en préserver, car les "Hostetter's Stomach Bitters", en donnant du ton aux organes digestifs en [illegible] les noyaux et le foie, donnent le cours et [illegible] les matières nuisibles. La sympathique [illegible] dans le corps et la région abdominale [illegible] le désordre qui affecte l'un et qui réagit sur l'organe de la pensée. La réforme opérée par les bitters quand les fonctions digestives, nerveuses et évacuatives sont dans un état de chaos, a d'autres résultats plus importants, savoir: le nourrissage complet de toute l'économie physique, la restauration de l'appétit et du repos, et une augmentation dans la puissance du système à résister aux maux d'un caractère paludéen.

— 2 —

Un résultat remarquable.—Le nombre de médecins que vous avez consultés ou de remèdes que vous avez employés, importe peu. Il est établi aujourd'hui par [illegible] d'heureux qu'un remède qui [illegible] dans [illegible] guérit [illegible] maladies de la gorge, de la poitrine, [illegible] la respiration, aux bronchites, à l'asthme, aux refroidissements de poitrine, à la pneumonie, à la toux, etc., qui n'est nouveau ni inconnu, [illegible] nouvelle des Sirop Allemand de Boschee. A cent lieues [illegible] même [illegible] [illegible] 50,000 bouteilles ont été vendues dans [illegible] qu'il en est [illegible] [illegible] Que les personnes désireuses de [illegible] [illegible] [illegible]